

## L'heure est donc aux réformes

Pour un juriste, la période contemporaine peut sans doute être caractérisée par deux traits essentiels : la profondeur de débat sur le rôle et le contenu du droit, et l'importance acquise par ce débat.

Cela ne signifie certes pas que les juristes doivent, comme le leur reprochait Marx dans l'« Idéologie Allemande », voir le monde à partir de leur point de vue, et sans doute y a-t-il aujourd'hui une résurgence non négligeable de ce danger ; mais il est incontestable que le droit est en voie de prendre une place nouvelle dans le développement social, en relation avec les gigantesques mutations de notre époque.

Sans doute, sur le plan juridique la mutation se développe depuis 2 siècles, marquée par deux étapes aussi complémentaires qu'apparemment contradictoires :

D'abord, par les révolutions bourgeoises, une première rupture, sur le plan idéologique, abstrait, et sans doute la plus fondamentale, substitue à une acception autoritaire du droit, un rôle libérateur et protecteur. C'est certainement le mérite, trop majoritairement occulté lors des célébrations officielles de son biventenaire, de la déclaration Française de 1789 d'avoir posé en principe le droit de chaque individu à être et à demeurer libre et égal, et d'y articuler toutes les sécurités individuelles qu'elle énonce ensuite. Même l'affirmation du droit de propriété, si l'on fait une exégèse scrupuleuse, est subordonnée à cette affirmation dominante du principe indivisible de liberté et d'égalité. Le fait que cette proclamation ait été totalement idéaliste, et que ses idéaux aient été aussitôt confisqués par la classe bourgeoise mercantile au pouvoir, puis par le capitalisme industriel n'empêche pas que, au niveau des proclamations de droit, une génétique idéologique nouvelle était déclenchée, grosse de toutes les revendications le liberté et d'égalité effectives, donc de libération sociale. Et tel est bien le sens de l'hommage qui lui était rendu par Marx dans un passage trop peu connu de l'un de ses plaidoyers pour la « Gazette Rhénane ».

Il fallait cependant bien la deuxième étape : L'affirmation de la liberté et de l'égalité n'était pas suffisante si elle ne faisait que masquer la course capitaliste au profit maximum par l'exploitation maximum du détail humain : la révolution sociale, condition de la révolution humaine, demeurait à faire. L'aspiration en est présente dans tout le mouvement révolutionnaire du XIXe siècle, mais il fallut les « pères » et les classiques du marxisme pour en asseoir une perspective décisive, sur la base d'une analyse théorique fondamentale, qui était celle du caractère incontournable du contenu de classe de la société et de caractère illusoire dont il obérait, dans la réalité concrète, toute affirmation égalitaire.

D'où l'importance primordiale, pour les juristes, de la dénonciation marxiste du caractère mystificateur de l'idéologie juridique bourgeoise.

A cet égard, Marx s'attaque essentiellement à l'idéologie libérale, lorsqu'il montre, à juste titre, que cette prétendue liberté égale est celle de la loi de la jungle, entre le loup et l'agneau, mais la même accusation vaut contre les idéologies réformistes modernes chères à la social-démocratie, de « solidarité sociale » (où l'agneau doit accepter d'être dévoré par

solidarité avec le loup) et de « modernité », de « technicité », qui tendent à dépolitiser la direction de la société, sous le prétexte de confondre toutes les oppositions sociales dans une prétendue objectivité commune et neutre, noble couvercle des contradictions.

Hélas ! dans ce qui suivit, une analyse hâtive, mal digérée, insuffisamment pénétrée de la dialectique complexe recommandée par l'exigence scientifique du marxisme, n'a trop souvent retenu du marxisme que sa dénonciation du droit bourgeois, reçu comme une dénonciation du droit en général.

Ainsi, eut-on tendance à ne retenir de l'oeuvre juridique de Marx que la dénonciation du juriste dans idéologie allemande ou ce qui apparaît dans la « question juive » ou la « loi sur les vols de bois ». A la mystification juridique, ou opposait la réalité des rapports de force, et lorsqu'on avait égard aux passages essentiels de la « critique du programme de Gotha », on oubliait celui sur la nécessité d'un droit inégal au profit du faible, et on lisait celui sur la perspective d'un dépassement de « l'horizon borné du droit bourgeois » en oubliant le mot « bourgeois » et en le transformant en dépassement » de l'horizon borné du droit ».

L'ouvrage de Pachukanis lui même, si justement vante pour la qualité de sa dénonciation du droit bourgeois, peut être considéré comme le modèle du genre dans la mesure où il commet la triple erreur, vérifiée aujourd'hui par l'expérience historique,

- 1- d'avoir caractérisé le droit capitaliste par ses formes libérales, alors que la concentration capitaliste et sa crise génèrent un droit de moins en moins libéral,
- 2- d'avoir idéalisé la société socialiste en l'imaginant « débarrassée » du juridique, et,
- 3- d'avoir, situé des droits essentiels comme, par exemple les droits de la défense, au rang des marchandages mercantiles de la société capitaliste, alors que l'on sait, de douloureuse expérience, à la fois combien en régime capitaliste ils sont d'autre valeur que de simple marchandage, et dans la société socialiste ils sont loin d'avoir perdu leur sens.

Cette imprégnation théorique des marxistes dans le domaine du droit ne pouvait pas ne pas avoir ses conséquences lorsqu'ils accédèrent à la pratique d'Etat, qui à son tour devait rétroagir sur la théorie.

Il faut reconnaître que outre les tentations redoutables pour tout pouvoir de trouver dans l'autorité la solution aux problèmes, un nombre exceptionnel de facteurs circonstanciels y ont convergé :

- la faible tradition de vie politique démocratique des masses.
- l'absence d'expérience dirigeante,
- l'obligation d'assurer la mise à niveau de développement industriel que le capitalisme avait réalisé ailleurs, avec les efforts et sacrifices que cela pouvait appeler,
- l'obligation de préserver l'éradication de la domination capitaliste face à une ent reprise mondiale de reconquête.

Tout cela a tendu à secréter une idéologie juridique manichéenne, strictement positiviste, rattachable à ce qui, au nom du contenu nouveau de l'Etat, pourrait être assimilé à une sorte de « raison d'Etat socialiste ».

Etaient alors qualifiées d'idées de juristes bourgeois les suggestions de juristes marxistes selon lesquelles le droit pouvait ne pas être nécessairement résumé à la volonté d'Etat.

Aujourd (hui une nouvelle page s'ouvre pour les juristes. Il faut souligner que nombreux ont été, dans les pays socialistes comme ailleurs dans le monde, les juristes marxistes qui ont oeuvré à faire avancer les idées dans ce sens (et le Recteur Antalffy est de ceux-là).

L'heure est donc aux réformes. On serait tenté de dire « enfin », car elles peuvent être celles de la dernière étape (ou de l'avant-dernière avant la société sans Etat), d'un décisif essor du socialisme vers l'avant. Mais, nécessairement (n'est-ce pas la loi de toute correction

d'avoir un contenu unilatéral ?) elles sont essentiellement juridiques. Va-t-on donc basculer de nouveau dans le péché juriste vilipendé dans l'« Idéologie Allemande » ?

Certes, il y aurait matière à inquiétude si, avec l'eau sale du bain, on jetait aussi le bébé, si à force de légitime souci pour de nouvelles superstructures, on ne voyait plus qu'elles. Les juristes qui, dans ce qu'on appelle l'Occident, vivent quotidiennement l'injustice insupportable, son cortège de régression économique et ses formes d'obscurantisme culturel, la dictature de désinformation exercée sur les médias, le mal vivre et l'insécurité de milliers et de milliers d'êtres humains, la négation de leur droit au travail, à la santé, aux loisirs, à l'éducation, ou simplement à la dignité, ces juristes-là savent d'expérience que les sécurités et libertés individuelles sont essentielles, mais que leur affirmation ne suffit pas, si la société est fondée sur un pouvoir de décision aussi confiscateur que le pseudo libéralisme du brigandage capitaliste.

Ceux-là pensent que tous les droits de l'homme sont inséparables et que chacun est la condition de réalisation de tous les autres. Pour cela ils saluent l'intégration d'un maximum de nouvelles mesures juridiques de libertés et de sécurités individuelles et collectives par le socialisme comme une avancée essentielle. En même temps, parce que la totalité des droits de l'homme comporte à la fois la liberté de penser, de s'exprimer, de circuler, et aussi de participer effectivement à l'exercice d'une souveraineté populaire réelle, et de bénéficier des richesses produites à proportion de son travail, ils persistent à voir dans la préservation du socialisme l'alternative absolue à la dictature du capital, quel qu'en soient les masques.

Mieux : ils voient dans cette intégration, dès lors que les bases du socialisme sont préservées, un enrichissement du socialisme qui ne peut que renforcer la démonstration de sa valeur d'alternative.

En effet, les techniques juridiques de protection ou de support dans la relation de l'individu avec la société peuvent alors prendre une valeur qualitative totalement différente et combien plus riche que l'« Occident » ne s'en vante.

En régime capitaliste, parce que la contradiction sociale est intrinsèque, les techniques juridiques de protection et de garantie ne peuvent être que défensives, dans une fonction antagoniste de la structuration de l'Etat. Quant aux structures d'organisation institutionnelle des organes du pouvoir, tout ce qui est censé échaffauder des « équilibres », des « contrepoids », des « modération » (etc), n'a d'autre rôle que de permettre de contenir tout risque de poussée de la représentation populaire.

Ainsi dans ces pays, les peuples disposent de certains droits immédiats, de hautes technicité, souvent d'ailleurs tellement compliqués dans leur articulation qu'ils se compensent et s'annulent en partie, chacun n'ayant jamais dans la réalité d'une législation d'ensemble, la portée que sa lecture isolée pourrait y attribuer. Mais outre qu'y reste à faire la pleine réalisation de ces droits affirmés, il reste à conquérir le droit de vivre décemment, d'être à l'abri des besoins, de se loger, d'avoir la sécurité du lendemain, d'être instruit et informé, d'être le maître effectif d'une production et d'une répartition équitable des richesses nationales ainsi que de la qualité de son environnement.

En définitive la caractéristique de notre époque est la croissance de l'exigence mondiale d'une conception totale du développement : Dans les pays où les luttes contre la domination féodale puis contre celle du capital ont acquis un niveau appréciable de libertés personnelles, passer de leur contenu défensif à un contenu actif, et réaliser l'indispensable éradication du capitalisme. Là où le capitalisme a été renversé, porter le socialisme au niveau de droits nouveaux dont son développement est indissociable. En définitive, il s'agit partout de conquérir et de réaliser des droits nouveaux, de catégories différentes selon ceux qu'on a déjà acquis, sans jamais renoncer à ceux qu'on a gagnés.

Il ne saurait y avoir là qu'une grande cohérence si l'on admet que nulle part aucune autre liberté que celle d'opprimer autrui ne mérite d'être qualifiée de « bourgeoise », et que

toutes sont révolutionnaires si elles font de tous les individus d'un peuple les maîtres de leur destin, au sens où l'exalte « l'Internationale ».

Et c'est ainsi que le contenu conquérant de la notion de droit, sa valeur motrice, succède à son ancienne fonction conservatrice, et que le juriste voit ses responsabilités accrues — à la seule condition de ne jamais s'oublier à attribuer au droit une efficacité en soi, et de ne jamais perdre de vue l'alternative de classe qui reste l'alternative de la société mondiale contemporaine.

Cela n'est pas seulement vrai des sociétés internes. Toute l'évolution du droit international, tous les affrontements auxquels il donne lieu, tous les enjeux auxquels il se rattache, sont marqués par cette donnée incontournable.

La lutte des peuples contre la nazisme leur a permis d'imposer une charte mondiale de leurs droits qui, comme la déclaration de 1789 sur les droits de l'homme, substitue à un droit de domination et de partage un droit de liberté et de maîtrise de leur destin par les peuples.

Mais, la proclamation imposée, il reste à imposer sa mise en œuvre. L'Impérialisme n'est pas mort, la « trilatérale » est son cerveau stratégique et la sociale démocratie sa couverture.

Sa loi reste celle de l'exploitation maximum, liée à une concentration capitaliste croissante qui lui impose à la fois d'augmenter toujours davantage sa pression sur les peuples et la sélection de la recherche, de la production et des services en fonction de ce qui peut rapporter immédiatement. C'est donc au plan du monde entier que les droits des peuples, droit à leur liberté, droit à leur maîtrise d'eux-mêmes, droit à leur développement, sont la question fondamentale de l'heure.

Lutte pour le droit au développement, évidemment, à un niveau avec lequel les problèmes des pays capitalistes développés et ceux des pays socialistes n'ont aucune mesure, les problèmes de la faim dans le tiers-monde, dus à la politique de pillage dont ils sont victimes depuis des siècles, les problèmes de la dette extérieure scandale moderne au même titre que l'usure au moyen âge, et défi à la civilisation au même titre que le fut l'esclavage ou même la prison pour dette, et comme le demeure la honte de l'apartheid. Mais lutte pour le droit au développement, aussi, celle des peuples des pays capitalistes développés contre l'aggravation des inégalités sociales, contre des diverses formes d'intégration supranationale ou de « redéploiement » qui sous couleur de coopération s'inscrivent dans le choix d'une logique fondée sur les intérêts financiers au détriment des intérêts populaires — Lutte pour le droit au développement la lutte pour le socialisme — Comme apparaît s'inscrire comme une ambition de son propre développement la restructuration de celui-ci.

Et c'est pourquoi la vertu des règles juridiques n'est pas seulement dans la finesse et l'habileté de leur technique, mais d'abord dans le sens dans lequel elles œuvrent toujours plus en avant et jamais en arrière pour le progrès des droits des peuples et pour cela même, pour les droits et moyens de se développer pour les individus qui les composent, de développer et d'épanouir leurs propres possibilités.

La synthèse d'une analyse de classe et de ses implications de libertés, prises dans leur totalité, est sans doute l'étape décisive de la bataille de l'humanité pour son avenir. Il a toujours été important que des juristes aient le souci complexe et complet de cette dialectique.

« Ayant travaillé pendant de longues années avec le recteur Antalffy au plan international, j'ai souvent pu mesurer l'importance soient pris en compte, et l'aide que cela nous a apportée dans des conditions souvent difficiles.

J'apprécie donc comme un honneur particulier qu'il me soit donné de participer à cet hommage ».